

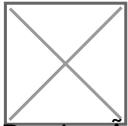
Est-ce le moment de « faire sauter les rails » pour Gaza ?

Description

Nous traduisons cette page d'opinion de Michael Schaeffer Omer-Man, qui questionne les modalités d'actions possibles à l'heure actuelle.

Avec l'anxiété de Gaza qui se profile à l'horizon, la question est de savoir ce qui peut pousser la communauté internationale à intervenir pour mettre fin au génocide perpétré par Israël, et quelle forme cette intervention prendra.

Par Michael Schaeffer Omer-Man, le 25 juillet 2025



Des Israéliens regardent la fumée s'élever d'une opération militaire israélienne dans le nord de la bande de Gaza, le 23 juillet 2025. (Tsafir Abayov/Flash90)

On dit souvent que la guerre menée par Israël contre Gaza est le premier génocide retransmis en direct. Les [derniers appels](#) et les derniers soupirs tragiques de Hind Rajab ont été diffusés sur Internet pour que tout le monde puisse les entendre. Les soldats israéliens [publient fièrement des vidéos](#) de leurs atrocités et de leurs destructions sur TikTok. Des Palestiniens courageux ont rassemblé un large public sur les réseaux sociaux, où les internautes se connectent chaque jour pour être témoins de leur faim, de leur déplacement et de leur terreur. Plus que jamais dans l'histoire, un nombre croissant de personnes à travers le monde ont été exposées à des images graphiques, en temps quasi réel, de meurtres et de [famine](#).

Ce qui n'est pas unique dans le génocide de Gaza, c'est que les dirigeants mondiaux et les seules personnes ayant les moyens de mettre fin à Israël et [ses intentions](#) depuis le premier jour. Et ils n'ont pratiquement rien fait pour arrêter.

Les supplications des personnes affamées, les images de corps maciés, la déshumanisation sur laquelle reposent une telle cruauté et une telle souffrance me rappellent les écrits, les images et les expériences des Juifs que les nazis ont emprisonnés et affamés dans le camp de concentration de Bergen-Belsen. Ma mère faisait partie de ces personnes, alors enfant, jetée dans des espaces de plus en plus surpeuplés avec de moins en moins de nourriture chaque semaine.

Affamée à Bergen-Belsen aux côtés de ma mère, peut-être dans la même caserne, se trouvait Hanna Levy-Hass, mère de la journaliste du Haaretz [Amira Hass](#). Hanna fut l'une des rares personnes à tenir un journal pendant toute la durée de son séjour à Bergen-Belsen, qui a été conservé et [publié](#) par la suite.

En février 1945, elle écrivait : « La faim brise le moral. Je sens mes forces physiques et intellectuelles diminuer. Je ne comprends plus rien, je ne peux plus réfléchir correctement, je ne peux pas saisir les événements, je ne peux pas réaliser toute l'horreur de la situation.

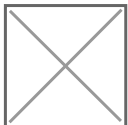
« Notre faim nous a fait intensifier », poursuit le journal. « Nos corps ont été détruits par la faim, nous nous traînons tous comme des chiffons ; les hommes tombent littéralement par terre d'épuisement et finissent par mourir de faim, tout simplement. »

Quatre-vingts ans plus tard, dans un article publié cette semaine depuis Khan Younis, dans le sud de Gaza, la journaliste Ruwaida Amer [a écrit](#) : « Depuis environ un mois, j'ai perdu la capacité de suivre l'actualité. Je n'arrive plus à me concentrer. Mon corps est à bout. »

« Nous ne sortons presque plus de chez nous, de peur que nos jambes ne nous lâchent », poursuit-elle. « C'est déjà arrivé à ma sœur : alors qu'elle cherchait dans les rues quelque chose, n'importe quoi, pour nourrir ses enfants, elle est soudainement effondrée sur le sol. Son corps n'avait même plus la force de se tenir debout. »

L'une des questions qui nous a toujours hantés à propos de l'Holocauste est celle de savoir ce que les gens ordinaires auraient pu faire pour empêcher les massacres et les déportations. Il y a bien sûr eu de nombreuses personnes qui ont sauvé d'innombrables Juifs en les cachant ou en les faisant passer clandestinement, au péril de leur vie et de celle de leur famille. On connaît moins les quelques grandes grèves nationales et manifestations de masse qui ont eu lieu. Au début de l'année 1941, par exemple, environ 300 000 personnes ont paralysé la ville d'Amsterdam pour tenter d'arrêter la machine nazie de déportation et d'extermination.

Selon le [U.S. National WWII Museum](#), « ce sont les conducteurs de tramway et les éboueurs qui ont commencé. Les dockers les ont rapidement rejoints. Les travailleurs à vélo sonnaient aux portes des maisons et bloquaient la circulation dans les rues, implorant les conducteurs de se joindre à eux. Les usines ont fermé. Les bureaux, les magasins et les restaurants étaient vides ». La réponse nazie a été féroce, meurtrière et efficace : les forces allemandes ont tué neuf participants à la grève lors d'affrontements dans les rues, en blessant des dizaines d'autres, puis ont exécuté 18 manifestants qui tentaient d'organiser une autre action.



Raid allemand sur la place Jonas Daniël Meijerplein à Amsterdam, la suite de la grève générale contre les déportations nazies dans la ville, février 1941. (Wikimedia Commons)

Aucune mobilisation populaire similaire n'a jamais eu lieu depuis, et les nazis ont exterminé plus des trois quarts de la population juive des Pays-Bas dans les années qui ont suivi. Si l'action populaire massive est avérée insuffisante, une intervention militaire étrangère aurait pu sauver d'innombrables vies, voire mettre fin au génocide. En effet, dès 1944, les dirigeants juifs faisaient pression sur les responsables du gouvernement américain pour qu'ils bombardent Auschwitz et les voies ferrées qui y transportaient les Juifs.

En 2013, dans un discours visant à rallier le soutien international à une action militaire contre l'Iran, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu [a déclaré](#) : « Les dirigeants alliés étaient au courant de l'Holocauste alors qu'il se déroulait. Ils comprenaient parfaitement ce qui se passait dans les camps de la mort. On leur a demandé d'agir, ils auraient pu agir, mais ils ne l'ont pas fait. »

Lors d'une autre commémoration commémorative de l'Holocauste quatre ans plus tard, Netanyahu a écrit encore [plus précis](#) : « Si les puissances mondiales avaient agi en 1942 contre les camps de la mort et tout ce qu'il aurait fallu, c'était bombarder les camps plusieurs reprises, elles auraient pu sauver quatre millions de Juifs et la vie de plusieurs millions d'autres. Les Alliés le savaient, et ils n'ont pas agi. »

En septembre dernier, lors d'une conférence organisée par le magazine new-yorkais Jewish Currents, la question de savoir comment mettre fin à ce génocide était inévitable. Lors d'une session, un membre du public a interpellé un haut diplomate sud-africain, Zane Dangor, lui demandant pourquoi, « au lieu d'envoyer nos meilleurs avocats à La Haye, nous n'envoyons pas nos meilleurs généraux à Gaza ? »

La réponse de M. Dangor, selon laquelle un soutien militaire ne ferait probablement qu'aggraver la situation, était sobrement fondée sur le vaste déséquilibre des pouvoirs entre Israël, qui bénéficie du soutien apparemment inconditionnel de la plus grande superpuissance mondiale, et les quelques nations qui ont le courage de lui tenir tête.

Il y a quelques semaines, j'ai croisé M. Dangor lors d'une réunion d'urgence du [Groupe de La Haye](#) à Bogotà, où les représentants de 30 pays s'étaient réunis pour discuter des mesures concrètes à prendre pour mettre fin au génocide à Gaza. Dans son discours d'ouverture, M. Dangor a [rappelé](#) aux États participants qu'ils « ont la responsabilité ultime de garantir et de protéger les droits inaliénables du peuple palestinien ».

Les États-Unis ont menacé tous les participants, [affirmant qu'ils](#) « défendraient agressivement leurs intérêts, leur armée et leurs alliés, y compris Israël, contre une telle guerre juridique et diplomatique coordonnée ». Mais 12 des 30 pays, dont aucun n'avait l'influence ou la force nécessaires pour défier une superpuissance, ont résisté à la pression américaine et [ont annoncé](#) un embargo sur les armes à destination d'Israël, ainsi que d'autres mesures commerciales et des démarches visant à poursuivre les criminels de guerre israéliens.

Il existe bien sûr tout un éventail d'interventions possibles entre le « bombardement des voies ferrées », l'embargo sur les armes et l'inaction totale. Des centaines d'organisations mondiales et palestiniennes de défense des droits humains et de la société civile ont récemment [appelé](#) les pays du monde entier à se joindre à un convoi humanitaire, « en envoyant des missions diplomatiques officielles au plus haut niveau possible pour accompagner les camions d'aide qui attendent déjà au passage de Rafah et entrer avec eux dans Gaza ».

Le moment est venu d'agir concrètement, et toutes les options doivent être envisagées.

Michael Schaeffer Omer-Man est directeur Israël-Palestine chez DAWN. Il est ancien rédacteur

en chef du magazine +972 et coauteur du livre *À paraître, « From Apartheid to Democracy »*, qui sera publié par University of California Press.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [+ 972 Magazine](#)

date création

2025/07/29